

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 3775

[2009/205130]

29 OCTOBRE 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon introduisant certaines dérogations pour l'admission des races primitives et variétés agricoles naturellement adaptées aux conditions locales et régionales et menacées d'érosion génétique, et pour la commercialisation de semences et de plants de pommes de terre de ces races primitives et variétés

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, telle que modifiée en dernier lieu par la loi du 1^{er} mars 2007 portant dispositions diverses, notamment l'article 2;

Vu le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique, notamment l'article 45;

Vu l'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des plants de pommes de terre;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif aux examens pour l'admission des variétés et espèces des plantes agricoles et de légumes au catalogue national, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 12 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de betteraves;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 26 novembre 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 octobre 2008;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux, donné le 26 juin 2009;

Vu l'avis 46.486/4 du Conseil d'État, donné le 15 juin 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2008/62/CE de la Commission du 20 juin 2008 introduisant certaines dérogations pour l'admission des races primitives et variétés agricoles naturellement adaptées aux conditions locales et régionales et menacées d'érosion génétique, et pour la commercialisation de semences et de plants de pommes de terre de ces races primitives et variétés.

Le présent arrêté concerne les espèces agricoles relevant de l'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des plants de pommes de terre, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de betteraves, et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères.

Art. 2. Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1^o conservation in situ : la conservation de matériel génétique dans son milieu naturel et, dans le cas d'espèces végétales cultivées, dans le milieu agricole où elles ont acquis leurs caractères distinctifs;

2^o érosion génétique : la perte de diversité génétique entre et dans des populations ou des variétés de la même espèce au fil du temps, ou la réduction de la base génétique d'une espèce en raison de l'intervention humaine ou de modifications de l'environnement;

3^o race primitive : un ensemble de populations ou de clones d'une espèce végétale naturellement adaptés aux conditions environnementales de leur région;

4^o semences : les semences et les plants de pommes de terre, sauf dans les cas où les plants de pommes de terre sont expressément exclus;

5^o catalogue commun : le catalogue commun des espèces de plantes agricoles établi par la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles;

6^o catalogue national : le catalogue national des variétés des espèces de plantes agricoles établi par l'arrêté royal du 8 juillet 2001 relatif aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes;

7^o Fonds : le Fonds budgétaire de la Qualité des Produits animaux et végétaux, visé aux articles 43 à 48 du décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique;

8^o Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

9^o Service : la Direction de la Qualité de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, qui est l'autorité responsable pour l'admission des variétés au catalogue national et pour la certification des semences et plants.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent arrêté établit certaines dérogations en rapport avec la conservation in situ et l'utilisation durable des ressources génétiques des plantes lors de la culture et de la commercialisation, pour les espèces agricoles visées à l'article 1^{er}, alinéa 2 :

1° pour l'admission au catalogue national, telle que réglementée par l'arrêté royal du 8 juillet 2001 précité, des races primitives et variétés naturellement adaptées aux conditions locales et régionales et menacées d'érosion génétique;

2° pour la commercialisation des semences et des plants de pommes de terre de ces races primitives et variétés.

§ 2. Sauf disposition contraire dans le présent arrêté, l'arrêté royal du 8 juillet 2001 précité et les arrêtés visés à l'article 1^{er}, alinéa 2, s'appliquent.

Le présent arrêté est pris sans préjudice des compétences fédérales en matière phytosanitaire et, notamment des dispositions de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

CHAPITRE II. — Admission des variétés de conservation

Art. 4. Les races primitives et variétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 1°, sont admises au catalogue national dans les conditions prévues aux articles 5 et 6. Ces races primitives et variétés sont désignées dans le catalogue national et dans le catalogue commun comme "variété de conservation".

Art. 5. Pour être admise en tant que variété de conservation, une race primitive ou variété visée à l'article 3, § 1^{er}, 1°, doit présenter un intérêt pour la préservation des ressources phylogénétiques.

Par dérogation à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif aux examens pour l'admission des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes au catalogue national, pour ce qui est des critères distinctifs et de la stabilité, sont d'application au minimum les caractères visés dans les questionnaires techniques liés aux protocoles d'examen de l'Office communautaire des Variétés végétales (OCVV) énumérés à l'annexe I^{re} de l'arrêté du 27 mai 2004 précité pour les espèces concernées, ou les questionnaires techniques des principes directeurs de l'Union internationale pour la Protection des Obtentions végétales (UPOV) énumérés à l'annexe II de l'arrêté du 27 mai 2004 précité pour les espèces concernées.

Pour l'évaluation de l'homogénéité, l'arrêté du 27 mai 2004 précité est d'application. Toutefois, si le niveau d'homogénéité est déterminé sur la base des plantes aberrantes une norme de population de 10 % et une probabilité d'acceptation d'au moins 90 % s'appliquent.

Art. 6. Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 juillet 2001 précité, aucun examen officiel n'est requis si les informations ci-après suffisent pour décider de l'admission des variétés de conservation :

1° la description de la variété de conservation et sa dénomination;

2° les résultats d'essais non officiels;

3° les connaissances acquises sur la base de l'expérience pratique au cours de la culture, de la multiplication et de l'utilisation, notifiées par le demandeur de l'inscription d'une variété de conservation;

4° d'autres informations, provenant notamment des autorités responsables des ressources phylogénétiques, des universités ou centres de recherche de la Région wallonne, ou de toute autre organisation qui maintient, sur le territoire de la Région wallonne, une collection de variétés appartenant à l'une des espèces visées à l'article 1^{er}, § 2. Le Service constate le maintien effectif de cette collection.

Art. 7. Une variété de conservation ne peut être admise au catalogue national :

1° si elle figure déjà dans le catalogue commun en tant que variété autre qu'une variété de conservation, ou si elle en a été radiée depuis moins de deux années, ou si elle a bénéficié depuis moins de deux années du délai accordé conformément à l'article 15, paragraphe 2, alinéa 2, de la Directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, ou

2° si elle fait l'objet d'une protection communautaire des obtentions végétales telle que prévue par le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales ou d'un titre national de protection des variétés végétales, ou si une demande en ce sens est en instance.

Art. 8. Pour ce qui est des dénominations des variétés de conservation qui étaient connues avant le 25 mai 2000, il peut être dérogé au Règlement (CE) n° 930/2000 de la Commission du 4 mai 2000 établissant des modalités d'application concernant l'éligibilité des dénominations variétales des espèces de plantes agricoles et des espèces de légumes, sauf dans le cas où de telles dérogations porteraient atteinte aux droits antérieurs d'un tiers protégé en vertu de l'article 2 dudit règlement.

Par dérogation à l'article 9, § 3, de l'arrêté royal du 8 juillet 2001 précité, plus d'une dénomination pour une variété peut être acceptée s'il s'agit de dénominations traditionnelles.

Art. 9. Lorsqu'une variété de conservation est admise au catalogue national, la région d'origine est déterminée. La région d'origine est définie comme la ou les régions dans lesquelles la variété est cultivée traditionnellement et auxquelles elle est naturellement adaptée. Les informations provenant des organisations mentionnées à l'article 6, 4°, sont prises en compte pour déterminer la région d'origine d'une variété. La région d'origine peut s'étendre sur les territoires de plusieurs États membres de l'Union européenne dans la mesure où un accord pour ce faire a été conclu entre les parties concernées. Le Service communique la région d'origine d'une variété à la Commission européenne.

Art. 10. Chaque variété de conservation fait l'objet d'une sélection conservatrice dans sa région d'origine.

Art. 11. Le Ministre fixe par espèce la procédure de demande d'inscription, ainsi que les règles d'admission et de maintien d'une variété au catalogue national comme variété de conservation, conformément aux principes établis par le présent arrêté.

Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 fixant les redevances en matière d'inscription de variétés aux catalogues nationaux des variétés des espèces de plantes agricoles et de légumes, la redevance due au Fonds pour le dépôt de la demande d'inscription au catalogue national d'une variété de conservation s'élève à 50 euros et les frais de maintien de l'inscription de cette variété sont fixés à 0 euro. Les autres dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 précité s'appliquent.

CHAPITRE III. — *Production et commercialisation de semences*

Art. 12. § 1^{er}. Les semences d'une variété de conservation peuvent être mises sur le marché si elles satisfont aux dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, par dérogation aux exigences en matière de certification prévues :

1° à l'article 4, 1°, de l'arrêté royal du 2 mai 2001 portant réglementation du commerce et du contrôle des plants de pommes de terre;

2° à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres;

3° à l'article 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales;

4° à l'article 3, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de betteraves;

5° à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères.

§ 2. Les semences sont issues de semences produites selon des règles de sélection conservatrice bien définies pour la variété.

§ 3. Les semences, sauf celles d'*Oryza sativa*, satisfont aux exigences relatives à la certification des semences de la catégorie "semences certifiées" prévues par les arrêtés visés à l'article 1^{er}, alinéa 2, à l'exclusion des exigences afférentes à la pureté variétale minimale. Le respect de ces exigences ne nécessite pas un contrôle officiel, ni un examen sous contrôle officiel.

Les semences d'*Oryza sativa* satisfont aux exigences relatives à la certification de la catégorie "semences certifiées de la deuxième génération" prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales, à l'exclusion de celles afférentes à la pureté variétale minimale. Le respect de ces exigences ne nécessite pas un contrôle officiel ni un examen sous contrôle officiel.

Les semences doivent présenter une pureté variétale suffisante.

§ 4. Pour ce qui est des plants de pommes de terre, l'article 4, 3°, l'article 4, 4°, et l'article 5, relatifs au calibre, de l'arrêté royal du 2 mai 2001 précité ne s'appliquent pas.

§ 5. Le responsable de l'apposition des étiquettes mentionné à l'article 20, 2°, ci-après nommé le fournisseur, assume seul la responsabilité de la conformité du processus de production et des semences produites aux exigences du présent arrêté.

Art. 13. Les semences d'une variété de conservation sont produites uniquement dans la région d'origine de cette variété. Si les conditions afférentes à la certification fixées à l'article 12, § 3, ne peuvent pas être remplies dans cette région en raison d'un problème environnemental spécifique, le Ministre peut autoriser la production de semences dans des régions supplémentaires, en tenant compte des informations provenant des organisations mentionnées à l'article 6, 4°. Toutefois, les semences produites dans ces régions supplémentaires ne peuvent être utilisées que dans la région d'origine.

Art. 14. Le fournisseur réalise ou fait réaliser les analyses nécessaires pour vérifier que les semences des variétés de conservation satisfont aux exigences relatives à la certification fixées à l'article 12, § 3. Ces analyses sont réalisées conformément aux méthodes internationales actuellement établies ou, si de telles méthodes n'existent pas, conformément à toute méthode appropriée approuvée par le Service. Aux fins de ces analyses, le fournisseur veille à ce que les échantillons soient prélevés sur des lots homogènes. Il veille à ce que soient appliquées les règles relatives au poids des lots et au poids des échantillons prévues :

1° à l'article 20, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres;

2° à l'article 22, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de céréales;

3° à l'article 21, § 2, alinéa 1^{er}, l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de betteraves;

4° à l'article 23, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2006 relatif à la production et à la commercialisation des semences de plantes fourragères.

Art. 15. Les semences d'une variété de conservation ne peuvent être commercialisées que dans la région d'origine de cette variété et si elles ont été produites dans cette région d'origine ou dans une région supplémentaire visée à l'article 13.

Le Ministre peut, pour une espèce donnée, autoriser la commercialisation des semences d'une variété de conservation dans d'autres régions que la région d'origine à condition que ces régions soient analogues à la région d'origine en ce qui concerne l'habitat naturel et semi-naturel de cette variété, et que les semences soient produites uniquement dans la région d'origine de la variété. Si la commercialisation est autorisée dans d'autres régions que la région d'origine, la quantité de semences nécessaire à la production d'au moins la quantité de semences visée à l'article 16 est réservée pour préserver la variété en question dans sa région d'origine.

Art. 16. La quantité de semences commercialisée n'excède pas, par variété de conservation, 0,5 % de la quantité de semences de la même espèce utilisée sur le territoire de la Région wallonne au cours d'une période de végétation ou n'excède pas la quantité nécessaire pour ensemençer 100 ha multiplié par un coefficient régional, si cette dernière quantité est plus importante. Pour les espèces *Pisum sativum*, *Triticum spp.*, *Hordeum vulgare*, *Zea mays*, *Solanum tuberosum*, *Brassica napus* et *Helianthus annuus*, le plafond est fixé à 0,3 % ou à la quantité nécessaire pour ensemençer 100 ha multiplié par un coefficient régional, si cette dernière quantité est plus importante.

Cependant, la quantité totale de semences de variétés de conservation commercialisée sur le territoire de la Région wallonne n'excède pas 10 % de la quantité de semences de l'espèce concernée utilisée annuellement sur ce territoire. Si ce pourcentage correspond à une quantité inférieure à celle nécessaire pour ensemençer 100 ha multiplié par un coefficient régional, la quantité maximale de semences de l'espèce concernée utilisée annuellement peut être accrue de manière à équivaloir à la quantité nécessaire pour ensemençer 100 ha multiplié par un coefficient régional.

Pour une espèce donnée, le "coefficient régional" mentionné aux alinéas 1^{er} et 2, est obtenu en divisant la superficie moyenne de la culture de cette espèce pour la Région wallonne par la superficie moyenne de cette culture pour la Belgique. Par superficie moyenne, on entend la moyenne des données définitives des cinq dernières années disponibles

du recensement agricole ou de l'enquête agricole qui le remplace, telles que publiées par la Direction générale Statistique et Information économique du Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie. Il peut être dérogé à la méthode de calcul du "coefficient régional", moyennant accord des trois Régions au sein de la Conférence interministérielle de la Politique agricole.

Art. 17. Les fournisseurs communiquent au Service, avant le début de chaque saison de production, la superficie et la localisation des parcelles destinées à la production de semences de variétés de conservation. Si, sur la base des informations reçues et d'une production de référence par unité de superficie fixée par le Service, les quantités établies à l'article 16 risquent d'être dépassées, le Service attribue à chaque fournisseur concerné le quota qu'il peut commercialiser durant la saison de production en question, en parts égales entre chaque fournisseur. Si le quota attribué à un fournisseur est supérieur à la production attendue par ce fournisseur (superficie communiquée multipliée par la production de référence), le surplus (quota attribué moins la production attendue par ce fournisseur) est réparti à parts égales entre les producteurs dont la production attendue est supérieure au quota attribué.

Art. 18. Le Service s'assure que les cultures de semences d'une variété de conservation satisfont aux dispositions du présent arrêté, en accordant une attention particulière à la variété, aux lieux de production des semences et aux quantités. Le Ministre détermine par espèce les modalités et fréquence de ces contrôles.

Art. 19. Les semences des variétés de conservation sont commercialisées uniquement dans des emballages fermés et scellés. Les emballages de semences sont scellés par le fournisseur de telle manière qu'il soit impossible de les ouvrir sans endommager le système de fermeture ou sans laisser des traces d'altération sur l'étiquette du fournisseur ou l'emballage. Afin de garantir que les emballages sont scellés conformément au présent article, le système de fermeture comporte au moins soit l'incorporation dans celui-ci de l'étiquette, soit l'apposition d'un scellé.

Art. 20. Les emballages de semences de variétés de conservation portent une étiquette du fournisseur ou une inscription imprimée ou un cachet comprenant au moins les informations suivantes :

- 1° la mention "règles et normes CE";
- 2° le nom et l'adresse de la personne responsable de l'apposition des étiquettes ou sa marque d'identification;
- 3° l'année de la fermeture, exprimée par la mention "fermé..." (année), ou, sauf pour les plants de pommes de terre, l'année du dernier prélèvement d'échantillons aux fins de la dernière analyse de germination, exprimée par la mention "échantillonné..." (année);
- 4° l'espèce;
- 5° la dénomination de la variété de conservation;
- 6° la mention "variété de conservation";
- 7° la région d'origine;
- 8° si la région de production des semences est différente de la région d'origine, la région de production des semences;
- 9° le numéro de référence donné au lot par le fournisseur;
- 10° le poids net ou brut déclaré ou, sauf pour les plants de pommes de terre, le nombre de semences déclaré;
- 11° en cas d'indication du poids et d'emploi de pesticides granulés, de substances d'enrobage ou d'autres additifs solides, la nature du traitement chimique ou de l'additif ainsi que le rapport approximatif entre le poids de glomérules ou de semences pures et le poids total, sauf pour les plants de pommes de terre.

Art. 21. Le Service effectue un contrôle a posteriori par sondage des semences des variétés de conservation, en ce qui concerne leur identité et leur pureté variétale.

Art. 22. Les fournisseurs opérant sur le territoire de la Région wallonne communiquent au Service, pour chaque saison de production, la quantité de semences de chaque variété de conservation mise sur le marché.

Art. 23. Le Ministre fixe par espèce les modalités de production, de commercialisation et de contrôle des variétés de conservation conformément aux principes établis par le présent arrêté.

Art. 24. L'activité de fournisseur au sens du présent arrêté est soumise à une autorisation préalable du Service, selon les modalités et aux conditions fixées par le Ministre. L'enregistrement comme fournisseur auprès du Service est soumis à une rétribution au Fonds fixée à 50 euros par an, augmentée d'un montant de 12,5 euros par ha attribué conformément à l'article 17. L'arrêté royal du 25 octobre 1991 fixant les rétributions dues pour le contrôle des semences et des plants agricoles et horticoles, ainsi que des rétributions dues du chef de l'exercice de certaines professions dans l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture, n'est pas d'application.

Les montants des rétributions fixés à l'alinéa 1^{er} sont majorés par saut d'index de 5 % au 1^{er} juillet de l'année qui suit l'année au cours de laquelle l'indice des prix à la consommation augmente d'un multiple de 5 % par rapport à l'indice de base. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation de juillet 2008.

Les montants facturés en application du présent article sont dus dans les trente jours de l'envoi de la note de débit par courrier ordinaire. Sauf si un autre délai est mentionné sur la note de débit. Si la note de débit n'est pas acquittée à la date d'échéance, un premier rappel est adressé par courrier ordinaire. En cas de non-paiement du montant dû dans les trente jours du premier rappel, un deuxième rappel avec mise en demeure est adressé par recommandé ou par tout autre moyen conférant preuve de l'envoi. L'envoi d'un deuxième rappel entraîne automatiquement une majoration de 50 euros du montant initialement dû pour couvrir les frais de gestion administrative.

CHAPITRE IV. — Dispositions générales et finales

Art. 25. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 26. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 octobre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Table de correspondance

Directive 2008/62/CE	Arrêté du Gouvernement wallon
-	Article 1 ^{er}
Article 1 ^{er}	Article 3
Article 2	Article 2
Article 3	Article 4
Article 4	Article 5
Article 5	Article 6
Article 6	Article 7
Article 7	Article 8
Article 8	Article 9
Article 9	Article 10
-	Article 11
Article 10	Article 12
Article 11	Article 13
Article 12	Article 14
Article 13	Article 15
Article 14	Article 16
Article 15	Article 17
Article 16	Article 18
Article 17	Article 19
Article 18	Article 20
Article 19	Article 21
Article 20	Article 22
-	Article 23
-	Article 24
-	Article 25
-	Article 26
Article 21	-
Article 22	-
Article 23	-
Article 24	-
Article 25	-

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 3775

[2009/205130]

29. OKTOBER 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Landsorten und anderen Sorten, die an die natürlichen örtlichen und regionalen Gegebenheiten angepasst und von genetischer Erosion bedroht sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut bzw. Pflanzkartoffeln dieser Sorten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 1. März 2007 mit verschiedenen Bestimmungen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes, insbesondere des Artikels 45;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels mit und der Kontrolle von Pflanzkartoffeln;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Prüfungen im Rahmen der Aufnahme der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten in den nationalen Katalog, sowie zuletzt abgeändert durch den Ministerialerlass vom 12. Oktober 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatzgut;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Grünfütterpflanzen;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 26. November 2008;

Aufgrund des am 28. Oktober 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 26. Juni 2009 abgegebenen Gutachtens des Rates des Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse;

Aufgrund des am 15. Juni 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 46.486/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Gegenstand und Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass setzt die Richtlinie 2008/62/EG der Kommission vom 20. Juni 2008 mit Ausnahmeregelungen für die Zulassung von Landsorten und anderen Sorten, die an die natürlichen örtlichen und regionalen Gegebenheiten angepasst und von genetischer Erosion bedroht sind, sowie für das Inverkehrbringen von Saatgut bzw. Pflanzkartoffeln dieser Sorten, um

Der vorliegende Erlass betrifft landwirtschaftliche Arten, die dem Königlichen Erlass vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels mit und der Kontrolle von Pflanzkartoffeln, dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen, dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut, dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatzgut, und dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Grünfütterpflanzen unterliegen.

Art. 2 - Für die Zwecke dieses Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "In-situ-Erhaltung": die Erhaltung von genetischem Material in seiner natürlichen Umgebung und - im Falle von Kulturpflanzenarten - in der landwirtschaftlich genutzten Umgebung, in der sie ihre besonderen Eigenschaften entwickelt haben;

2° "genetische Erosion": allmählicher Verlust der genetischen Vielfalt zwischen und innerhalb von Populationen oder Sorten derselben Arten oder Einschränkung der genetischen Grundlage einer Art aufgrund menschlichen Eingreifens oder von Veränderungen der Umwelt;

3° "Landsorte": eine Reihe von Populationen oder Klonen einer Pflanzenart, die an die natürlichen Umweltbedingungen ihrer Region angepasst sind;

4° "Saatgut": Saatgut und Pflanzkartoffeln, sofern Pflanzkartoffeln nicht ausdrücklich ausgeschlossen sind;

5° gemeinsamer Katalog: der gemeinsame Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten aufgrund der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten;

6° nationaler Katalog: der nationale Katalog der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 über die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten;

7° Fonds: der Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Erzeugnisse, erwähnt in den Artikeln 43 bis 48 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionaler Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen und des öffentlichen Dienstes;

8° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

9° Dienststelle: die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, welche die zuständige Behörde für die Aufnahme von Arten in den nationalen Katalog und die Zertifizierung von Saatgut und Setzlingen ist.

Art. 3 - § 1. Durch vorliegenden Erlass werden bestimmte Ausnahmeregelungen in Zusammenhang mit der In-situ-Erhaltung und der nachhaltigen Nutzung pflanzengenetischer Ressourcen bei der Kultur und dem Inverkehrbringen bestimmt, was die in Artikel 1, Absatz 2 genannten landwirtschaftlichen Arten betrifft:

1° für die Aufnahme in den nationalen Katalog der Landsorten und anderen Sorten, die an natürliche örtliche und regionale Gegebenheiten angepasst und von genetischer Erosion bedroht sind, aufgrund der Vorschriften des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001;

2° für das Inverkehrbringen von Saatgut bzw. Pflanzkartoffeln dieser Landsorten und anderer Sorten.

§ 2. Der oben erwähnte Königliche Erlass vom 8. Juli 2001 und die in Artikel 1, Absatz 2 genannten Erlasse finden Anwendung, sofern es in vorliegendem Erlass keine anderslautende Bestimmung gibt.

Der vorliegende Erlass wird unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten in Sachen Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, gefasst.

KAPITEL II — *Zulassung von Erhaltungssorten*

Art. 4 - Die Landsorten und anderen Sorten gemäß Artikel 3, § 1, 1° werden in den nationalen Sortenkatalog zugelassen, unter Einhaltung der in den Artikel 5 und 6 vorgesehenen Anforderungen. Diese Landsorten und anderen Sorten werden im nationalen und im gemeinsamen Sortenkatalog als "Erhaltungssorten" bezeichnet.

Art. 5 - Damit eine Landsorte oder andere Sorte gemäß Artikel 3, § 1, 1° als Erhaltungssorte zugelassen werden kann, muss sie hinsichtlich der Erhaltung der pflanzengenetischen Ressourcen von Interesse sein.

Abweichend von Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Prüfungen im Rahmen der Aufnahme der Sorten von landwirtschaftlichen Pflanzenarten und Gemüsearten in den nationalen Katalog gelten in Bezug auf Unterscheidbarkeit und Beständigkeit mindestens die Merkmale, die in den technischen Fragebögen zu den in der Anlage I des vorerwähnten Erlasses vom 27. Mai 2004 für die jeweiligen Arten aufgeführten Testprotokollen des Gemeinschaftlichen Sortenamts (CPVO) oder in den technischen Fragebögen zu den in der Anlage II des vorerwähnten Erlasses vom 27. Mai 2004 vor für die jeweiligen Arten aufgeführten Richtlinien des Internationalen Verbands zum Schutz von Pflanzenzüchtungen (UPOV) genannt sind.

Für die Beurteilung der Homogenität gilt der vorerwähnte Erlass vom 27. Mai 2004. Wird jedoch das Homogenitätsniveau auf der Grundlage von "Abweichern" (Off-Types) ermittelt, so gilt ein Populationsstandard von 10% und eine Akzeptanzwahrscheinlichkeit von mindestens 90%.

Art. 6 - Abweichend von Artikel 7, § 1, Absatz 1 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 wird keine amtliche Prüfung verlangt, wenn die folgenden Informationen für eine Entscheidung über die Zulassung der Erhaltungssorten ausreichen:

1° Beschreibung der Erhaltungssorte und ihre Bezeichnung;

2° Ergebnisse nichtamtlicher Prüfungen;

3° Erkenntnisse, die aufgrund praktischer Erfahrungen bei Anbau, Vermehrung und Nutzung gewonnen wurden, wie sie vom Antragsteller für die Eintragung einer Erhaltungssorte mitgeteilt wurden;

4° sonstige Informationen, insbesondere von Seiten der für pflanzengenetische Ressourcen zuständigen Behörden, der Universitäten oder Forschungszentren der Wallonischen Region, oder jeglicher anderer Organisation, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region eine Sammlung von Sorten erhält, die zu einer der in Artikel 1, § 2 genannten Arten gehören. Die Dienststelle stellt die tatsächliche Erhaltung dieser Sammlung fest.

Art. 7 - Eine Erhaltungssorte wird nicht zur Aufnahme in den nationalen Katalog zugelassen:

1° wenn sie bereits im gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten als Sorte und nicht als "Erhaltungssorte" aufgeführt ist oder wenn sie in den letzten zwei Jahren bzw. in den zwei Jahren nach Ablauf des Zeitraums gemäß Artikel 15, § 2, Absatz 2 der Richtlinie 2002/53/EG des Rates vom 13. Juni 2002 über einen gemeinsamen Sortenkatalog für landwirtschaftliche Pflanzenarten aus dem gemeinsamen Katalog gestrichen wurde oder

2° wenn sie durch ein gemeinschaftliches Sortenschutzrecht gemäß der Verordnung (EG) Nr. 2100/94 des Rates vom 27. Juli 1994 über den gemeinschaftlichen Sortenschutz oder durch ein nationales Sortenschutzrecht geschützt ist oder ein entsprechender Antrag gestellt wurde.

Art. 8 - Hinsichtlich der Bezeichnungen von Erhaltungssorten, die vor dem 25. Mai 2000 bekannt waren, kann von der Verordnung (EG) Nr. 930/2000 der Kommission vom 4. Mai 2000 mit Durchführungsbestimmungen über die Eignung von Sortenbezeichnungen für landwirtschaftliche Pflanzenarten und für Gemüsearten abgewichen werden, sofern solche Abweichungen ältere gemäß Artikel 2 der genannten Verordnung geschützte Rechte eines Dritten unangetastet lassen.

In Abweichung von Art. 9, § 3 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 8. Juli 2001 kann mehr als eine Bezeichnung für eine Sorte zugelassen werden, wenn die betreffenden Bezeichnungen traditionell bekannt sind.

Art. 9 - Wenn eine Erhaltungssorte in den nationalen Katalog zugelassen wird, wird die Ursprungsregion bestimmt. Die Ursprungsregion wird als die Region(en) definiert, wo diese Sorte traditionell angebaut wird und an deren natürliche Gegebenheiten sie angepasst ist. Die Informationen von Seiten der in Artikel 6, 4° erwähnten Organisationen werden bei der Bestimmung der Ursprungsregion einer Sorte berücksichtigt. Die Ursprungsregion kann in mehr als einem Mitgliedstaat der Europäischen Union liegen, insofern ist sie Gegenstand eines diesbetreffenden gegenseitigen Einverständnisses von allen betroffenen Mitgliedstaaten ist. Die Dienststelle teilt der Europäischen Kommission die Ursprungsregion einer Sorte mit.

Art. 10 - Jede Erhaltungssorte wird durch eine Erhaltungszüchtung in ihrer Ursprungsregion gesichert.

Art. 11 - Der Minister bestimmt für jede Art das Verfahren zur Beantragung der Eintragung, sowie die Regeln für die Zulassung und Erhaltung einer Sorte als Erhaltungssorte im nationalen Katalog, in Übereinstimmung mit den in vorliegendem Erlass festgelegten Grundsätzen.

Abweichend von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 zur Festlegung der Gebühren für die Eintragung der Sorten in die nationalen Kataloge der Sorten von Gemüsearten und landwirtschaftlichen Pflanzenarten, beläuft sich die Gebühr, die für den Antrag auf Eintragung einer Erhaltungssorte in dem nationalen Katalog dem Fonds zu zahlen ist, auf 50 Euro, wobei sich die Kosten für die Aufrechterhaltung der Eintragung auf 0 Euro belaufen. Die sonstigen Bestimmungen des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2008 bleiben anwendbar.

KAPITEL III — Erzeugung und Inverkehrbringen von Saatgut

Art. 12 - § 1. Das Saatgut einer Erhaltungssorte kann in den Verkehr gebracht werden, wenn es den in § 2, § 3 und § 4 vorliegenden Artikels genannten Bestimmungen genügt, in Abweichung von den Anforderungen in Sachen Zertifizierung, die in folgenden Bestimmungen vorgesehen sind:

1° Artikel 4, 1° des Königlichen Erlasses vom 2. Mai 2001 zur Regelung des Handels mit und der Kontrolle von Pflanzkartoffeln;

2° Artikel 3, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen;

3° Artikel 3, 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut;

4° Artikel 3, 1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatzgut;

5° Artikel 3, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Grünfütterpflanzen.

§ 2. Das Saatgut muss von Saatgut abstammen, das nach den Regeln systematischer Erhaltungszüchtung erzeugt wurde.

§ 3. Das Saatgut — ausgenommen Saatgut von *Oryza sativa* — muss die Zertifizierungsanforderungen für "zertifiziertes Saatgut" gemäß den in Artikel 1, Absatz 2 genannten Erlassen erfüllen, mit Ausnahme der Mindestanforderungen in Bezug auf die Sortenreinheit. Die Beachtung dieser Anforderungen benötigt keine amtliche Prüfung noch amtlich überwachte Prüfung.

Das Saatgut von *Oryza sativa* muss die Zertifizierungsanforderungen für "zertifiziertes Saatgut der zweiten Vermehrung" gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut erfüllen, mit Ausnahme der Mindestanforderungen in Bezug auf die Sortenreinheit. Die Beachtung dieser Anforderungen benötigt keine amtliche Prüfung noch amtlich überwachte Prüfung.

Das Saatgut muss eine ausreichende Sortenreinheit aufweisen.

§ 4. In Bezug auf Pflanzkartoffeln kommen die Bestimmungen von Artikel 4, 3^o, Artikel 4, 4^o und Artikel 5 des vorgenannten Königlichen Erlasses vom 2. Mai 2001 betreffend die Größensortierung nicht zur Anwendung.

§ 5. Die in Artikel 20, 2^o genannte, für das Anbringen des Etiketts verantwortliche Person, die nachstehend als "Lieferant" bezeichnet wird, trägt allein die Verantwortung für die Übereinstimmung des Erzeugungsprozesses und des erzeugten Saatguts mit den Anforderungen vorliegenden Erlasses.

Art. 13 - Das Saatgut einer Erhaltungssorte wird nur in der Ursprungsregion dieser Sorte erzeugt. Falls die Zertifizierungsanforderungen gemäß Artikel 12, § 3 sich in der betreffenden Region aufgrund eines speziellen Umweltproblems nicht erfüllen lassen, kann der Minister zusätzliche Regionen für die Saatguterzeugung zulassen, unter Berücksichtigung der Informationen von Seiten der in Artikel 6, 4^o genannten Organisationen. Gleichwohl darf das in diesen zusätzlichen Regionen erzeugte Saatgut nur in den Ursprungsregionen verwendet werden.

Art. 14 - Der Lieferant führt die erforderlichen Prüfungen durch, oder lässt diese Prüfungen durchführen, um zu kontrollieren, ob das Saatgut von Erhaltungssorten die Zertifizierungsanforderungen gemäß Artikel 12, § 3 erfüllt. Diese Prüfungen müssen nach den gebräuchlichen internationalen Methoden bzw. sofern diese nicht existieren, nach anderweitigen geeigneten und von der Dienststelle genehmigten Methoden durchgeführt werden. Bei diesen Prüfungen stellt der Lieferant sicher, dass die Proben aus homogenen Partien gezogen werden. Dabei sorgt er dafür, dass die in folgenden Bestimmungen genannten Vorschriften zum Partiegewicht und Probengewicht befolgt werden:

1^o in Artikel 20, § 2, Absatz 1, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Öl- und Faserpflanzen;

2^o in Artikel 22, § 2, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Getreidesaatgut;

3^o in Artikel 21, § 2, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Betarübensaatgut;

4^o in Artikel 23, § 2, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 über die Erzeugung und den Verkehr mit Saatgut von Grünfütterpflanzen.

Art. 15 - Das Saatgut einer Erhaltungssorte darf nur in der Ursprungsregion dieser Sorte in den Verkehr gebracht werden, und wenn es in dieser Ursprungsregion oder einer zusätzlichen Region gemäß Artikel 13 erzeugt worden ist.

Der Minister kann für eine bestimmte Art zusätzliche Regionen für das Inverkehrbringen von Saatgut einer Erhaltungssorte zulassen, sofern diese Regionen mit der Ursprungsregion hinsichtlich der natürlichen und naturnahen Lebensräume dieser Sorte vergleichbar sind, und das Saatgut nur in der Ursprungsregion der Sorte erzeugt wird. Wenn das Inverkehrbringen in anderen Regionen als der Ursprungsregion zugelassen wird, wird die zur Erzeugung der Mindestmenge von Saatgut gemäß Artikel 16 benötigte Menge für die Erhaltung der Sorte in der Ursprungsregion vorbehalten.

Art. 16 - Die Menge des in den Verkehr gebrachten Saatguts einer jeden Erhaltungssorte übersteigt nicht die größere der beiden folgenden Mengen: 0,5% des Saatguts derselben Art, das auf dem Gebiet der Wallonischen Region in einer Vegetationsperiode verwendet wird, oder die Menge, die benötigt wird, um eine Fläche von 100 Ha einzusäen, wobei wird letztere Menge mit einem regionalen Koeffizienten multipliziert wird, wenn sie eine größere Menge darstellt. Für die Arten *Pisum sativum*, *Triticum spp.*, *Hordeum vulgare*, *Zea mays*, *Solanum tuberosum*, *Brassica napus* und *Helianthus annuus* gelten folgende Mengenbeschränkungen: 0,3% bzw. die Menge, die benötigt wird, um eine Fläche von 100 ha einzusäen, wobei letztere Menge mit einem regionalen Koeffizienten multipliziert wird, wenn sie eine größere Menge darstellt.

Gleichwohl darf die Gesamtmenge des auf dem Gebiet der Wallonischen Region in den Verkehr gebrachten Saatguts von Erhaltungssorten 10% des jährlich in diesem Gebiet verwendeten Saatguts der jeweiligen Art nicht übersteigen. Wenn sich dadurch eine kleinere Menge ergibt als die Menge, die benötigt wird, um eine Fläche von 100 Ha (multipliziert mit einem regionalen Koeffizienten) einzusäen, kann die Höchstmenge des Saatguts der betreffenden Art, die jährlich verwendet wird, erhöht werden, so dass die zur Einsäung von 100 Ha (multipliziert mit einem regionalen Koeffizienten) erforderliche Menge erreicht wird.

Für eine gegebene Art ergibt sich der in den Absätzen 1 und 2 erwähnte "regionale Koeffizient" aus der Teilung der durchschnittlichen Anbaufläche dieser Art für die Wallonische Region durch die durchschnittliche Anbaufläche dieser Kultur für Belgien. Unter durchschnittlicher Anbaufläche versteht man den mittleren Wert der endgültigen Daten für die letzten fünf Jahre, die sich aus der landwirtschaftlichen Zählung oder der sie ersetzenden landwirtschaftlichen Untersuchung ergeben, so wie sie von der Generaldirektion für Statistik und Wirtschaftsinformation des Föderalen Öffentlichen Dienstes Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie veröffentlicht worden sind. Von der Berechnungsmethode des "regionalen Koeffizienten" kann abgewichen werden, wenn sich die drei Regionen innerhalb der interministeriellen Konferenz "Agrarpolitik" darüber einigen.

Art. 17 - Die Lieferanten melden der Dienststelle vor Beginn einer jeden Produktionsperiode die Größe und den Standort der Saatguterzeugungsfläche für die Erhaltungssorten. Ist aufgrund der erhaltenen Daten und einer von der Dienststelle festgelegten Bezugsproduktion pro Flächeneinheit anzunehmen, dass die in Artikel 16 festgelegten Mengen überschritten werden, so teilt die Dienststelle den einzelnen Lieferanten eine Menge zu, die sie in der jeweiligen Produktionsperiode in den Verkehr bringen dürfen, wobei alle Lieferanten gleiche Teile erhalten. Wenn die einem Lieferanten zugeteilte Quote die seitens dieses Lieferanten erwartete Produktion übersteigt (mitgeteilte Fläche multipliziert mit der Bezugsproduktion), dann wird der Überschuss (zugeteilte Quote minus der von diesem Lieferanten erwarteten Produktion) zu gleichen Teilen zwischen den Erzeugern aufgeteilt, deren erwartete Produktion die zugeteilte Quote übersteigt.

Art. 18 - Die Dienststelle geht sicher, dass die Feldbestände einer Erhaltungssorte die Bestimmungen dieses Erlasses, unter besonderer Berücksichtigung von Sorte, Ort der Saatguterzeugung und Mengen, erfüllen. Der Minister bestimmt für jede Art die Modalitäten und die Häufigkeit dieser Kontrollen.

Art. 19 - Das Saatgut von Erhaltungssorten wird nur in geschlossenen Verpackungen oder Behältnissen mit einem Verschluss in den Verkehr gebracht. Die Saatgutpackungen und -behältnisse werden vom Lieferanten so verschlossen, dass sie nicht geöffnet werden können, ohne dass das Verschlusssystem verletzt wird oder dass das Etikett des Lieferanten oder die Verpackung bzw. das Behältnis Spuren einer Manipulation zeigen. Zur Sicherung der Verschlößung gemäß diesem Artikel umfasst das Verschlusssystem mindestens das Etikett oder die Anbringung einer Verschlusssicherung.

Art. 20 - Die Verpackungen und Behältnisse für Saatgut von Erhaltungssorten tragen ein Etikett des Lieferanten oder einen aufgedruckten oder aufgestempelten Vermerk mit folgenden Angaben:

- 1° die Worte "règles et normes CE" bzw. "Gemeinschaftsregeln und -normen";
- 2° Name und Anschrift oder Identifizierung der für das Anbringen des Etiketts verantwortlichen Person;
- 3° Jahr der Verpackung, Angabe als: "verpackt im Jahr ..." (Jahr) oder ù außer für Pflanzkartoffeln ù Jahr der letzten Probenahme zum Zwecke der letzten Keimprüfung, Angabe als: "Probenahme im Jahr ..." (Jahr);
- 4° Art;
- 5° Bezeichnung der Erhaltungssorte;
- 6° das Wort "Erhaltungssorte";
- 7° Ursprungsregion;
- 8° wenn die Region der Saatguterzeugung nicht mit der Ursprungsregion übereinstimmt, Angabe der Region der Saatguterzeugung;
- 9° die von dem Lieferanten vergebene Partienummer;
- 10° das angegebene Netto- oder Bruttogewicht oder - außer für Pflanzkartoffeln - die angegebene Zahl der Körner;
- 11° bei Angabe des Gewichts und bei Verwendung von granulierten Schädlingsbekämpfungsmitteln, Hüllmasse oder sonstigen festen Zusätzen: Art der chemischen Behandlung oder des Zusatzes sowie ungefähres Verhältnis zwischen dem Gewicht der Samenknäuel oder der reinen Körner und dem Gesamtgewicht (außer für Pflanzkartoffeln).

Art. 21 - Die Dienststelle führt eine Nachkontrolle des Saatguts der Erhaltungssorten anhand von Zufallsstichproben auf Sortenechtheit und Sortenreinheit durch.

Art. 22 - Die in der Wallonischen Region tätigen Lieferanten informieren die Dienststelle über die jeweilige Menge des in den Verkehr gebrachten Saatguts von Erhaltungssorten für jede Produktionsperiode.

Art. 23 - Der Minister bestimmt für jede Art die Modalitäten für die Erzeugung, das Inverkehrbringen und die Kontrolle der Erhaltungssorten, in Übereinstimmung mit den in vorliegendem Erlass festgelegten Grundsätzen.

Art. 24 - Die Aktivität als Lieferant im Sinne vorliegenden Erlasses unterliegt einer vorherigen Genehmigung der Dienststelle, nach Modalitäten und Bedingungen, die vom Minister festgelegt werden. Die Eintragung bei der Dienststelle als Lieferant setzt die Zahlung einer Gebühr an den Fonds voraus, die sich auf 50 Euro pro Jahr beläuft, zuzüglich eines Betrags von 12,5 Euro pro gemäß Artikel 17 zugeteilten Hektar. Der Königliche Erlass vom 25. Oktober 1991 zur Festlegung der Vergütungen, die für die Kontrolle der in der Landwirtschaft und im Gartenbau benutzten Samen und Pflanzlinge, sowie für die Ausübung bestimmter Berufe in der Land- und Forstwirtschaft sowie im Gartenbau geschuldet werden, findet keine Anwendung.

Die Beträge der in Absatz 1 bestimmten Gebühren werden im Rahmen eines Indexsprungs um 5% erhöht und zwar am 1. Juli des Jahres nach dem Jahr, im Laufe dessen der Verbraucherpreisindex um ein Mehrfaches von 5% im Vergleich zu dem Basisindex angestiegen ist. Der Basisindex ist der Verbraucherpreisindex des Monats Juli 2008.

Die in Anwendung vorliegenden Artikels in Rechnung gestellten Beträge sind binnen dreißig Tagen nach dem Verstand der Zahlungsaufforderung per gewöhnliche Post zu zahlen, es sei denn, eine andere Frist wird in der Zahlungsaufforderung angegeben. Falls der Zahlungsaufforderung an dem äußersten Datum nicht nachgekommen wurde, wird per gewöhnliche Post eine erste Mahnung zugestellt. Ist der zu zahlende Betrag innerhalb von dreißig Tagen nach der ersten Mahnung noch nicht beglichen worden, so wird eine zweite Zahlung mit Inverzugsetzung per Einschreiben oder auf jedem sonstigen Wege, durch den die Aufgabe belegt wird, zugestellt. Die Aufgabe der zweiten Mahnung führt automatisch zu einer Erhöhung des ursprünglichen geschuldeten Betrags um 50 Euro, die zur Deckung der Verwaltungskosten dienen.

KAPITEL IV — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 25 - Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

Art. 26 - Der Minister der Landwirtschaft ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Oktober 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe,
B. LUTGEN

Konkordanztabelle

Richtlinie 2008/62/EG	Erlas der Wallonischen Regierung
-	Artikel 1
Artikel 1	Artikel 3
Artikel 2	Artikel 2
Artikel 3	Artikel 4
Artikel 4	Artikel 5
Artikel 5	Artikel 6
Artikel 6	Artikel 7
Artikel 7	Artikel 8
Artikel 8	Artikel 9
Artikel 9	Artikel 10
-	Artikel 11
Artikel 10	Artikel 12
Artikel 11	Artikel 13
Artikel 12	Artikel 14
Artikel 13	Artikel 15
Artikel 14	Artikel 16
Artikel 15	Artikel 17
Artikel 16	Artikel 18
Artikel 17	Artikel 19
Artikel 18	Artikel 20
Artikel 19	Artikel 21
Artikel 20	Artikel 22
-	Artikel 23
-	Artikel 24
-	Artikel 25
-	Artikel 26
Artikel 21	-
Artikel 22	-
Artikel 23	-
Artikel 24	-
Artikel 25	-

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 3775

[2009/205130]

29 OKTOBER 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van landrassen en rassen in de landbouw die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de lokale en regionale omstandigheden en die door genetische erosie worden bedreigd, en voor het in de handel brengen van zaaizaad en pootaardappelen van die landrassen en rassen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, voor het laatst gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken, inzonderheid op artikel 45;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van pootaardappelen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de onderzoeken voor de toelating van de rassen van landbouw- en groentegewassen in de nationale rassenlijst, voor het laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 12 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van groenvoedergrassen;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid van 26 november 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 oktober 2008;

Gelet op het advies van de Raad van het "Fonds budgétaire de la Qualité des Produits animaux et végétaux", gegeven op 26 juni 2009;

Gelet op het advies 46.486/4 van de Raad van State, gegeven op 15 juni 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Doel en begripsomschrijving*

Artikel 1. Richtlijn 2008/62/EG van de Commissie van 20 juni 2008 tot invoering van bepaalde afwijkingen voor de toelating van landrassen en rassen in de landbouw die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de lokale en regionale omstandigheden en die door genetische erosie worden bedreigd, en voor het in de handel brengen van zaaizaad en pootaardappelen van die landrassen en rassen wordt bij dit besluit omgezet.

Dit besluit betreft de landbouwsoorten die vallen onder het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van pootaardappelen, het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen, het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen, het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad en het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 van betreffende de productie en het in de handel brengen van groenvoedergrassen.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1^o instandhouding in situ : de instandhouding van genetisch materiaal in zijn natuurlijke omgeving en, in het geval van gekweekte plantensoorten, in het agrarische milieu waar ze hun onderscheidende kenmerken hebben ontwikkeld;

2^o genetische erosie : verlies, in de loop van de tijd, van genetische diversiteit tussen en binnen populaties of rassen van dezelfde soort, of verkleining van de genetische basis van een soort door menselijk ingrijpen of milieuveranderingen;

3^o landras : een stel populaties of klonen van een plantensoort die zich op natuurlijke wijze hebben aangepast aan de milieuomstandigheden van hun gebied;

4^o zaaizaad : zaaizaad en pootaardappelen, tenzij pootaardappelen uitdrukkelijk worden uitgesloten;

5^o gemeenschappelijke rassenlijst : de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen vastgesteld bij de Richtlijn 2002/53/EEG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst voor landbouwgewassen;

6^o nationale catalogus : de nationale catalogus voor landbouwgewassen vastgesteld bij het koninklijk besluit van 8 juli 2001 betreffende de nationale rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen;

7^o Fonds : het "Fonds budgétaire de la Qualité des Produits animaux et végétaux" (Begrotingsfonds voor de Kwaliteit van de Dierlijke en Plantaardige Producten) bedoeld in de artikelen 43 tot 48 het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken;

8^o Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

9^o Dienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, als overheid die verantwoordelijk is voor de opnemingen van de rassen in de nationale catalogus en voor de certificering van het zaaizaad en de planten.

Art. 3. § 1. Dit besluit voorziet in bepaalde afwijkingen i.v.m. de instandhouding in situ en het duurzaam gebruik van plantaardige genetische hulpbronnen bij het kweken en het in de handel brengen, wat betreft de landbouwrasen bedoeld in artikel 1, tweede lid :

1^o voor de toelating op de nationale rassenlijst, zoals geregeld bij genoemd koninklijk besluit van 8 juli 2001, van de landrassen en de rassen die zich op natuurlijke wijze aan de lokale en regionale omstandigheden hebben aangepast en die door genetische erosie worden bedreigd;

2^o voor het in de handel brengen van zaaizaad en pootaardappelen van die landrassen en rassen.

§ 2. Behoudens andersluidende bepaling in dit besluit, zijn genoemd koninklijk besluit van 8 juli 2001 en de in artikel 1, tweede lid, bedoelde besluiten van toepassing.

Dit besluit wordt genomen onverminderd de federale bevoegdheden inzake fytosanitaire aangelegenheden en, inzonderheid, de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

HOOFDSTUK II. — *Toelating van de instandhoudingsrassen*

Art. 4. De in artikel 3, § 1, 1^o, bedoelde landrassen en rassen worden in de nationale catalogus toegelaten onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5 en 6. Die landrassen en rassen worden in de nationale en in de gemeenschappelijke catalogus aangeduid als "instandhoudingsras".

Art. 5. Om als instandhoudingsras te worden toegelaten, moet het landras of ras bedoeld in artikel 3, § 1, 1^o, van belang zijn voor de instandhouding van de fyto-genetische hulpbronnen.

In afwijking van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de onderzoeken voor de toelating van de rassen van landbouw- en groentegewassen op de nationale rassenlijst, wordt, wat de onderscheiden criteria en de bestendigheid betreft, toepassing gemaakt van op zijn minst de kenmerken bedoeld in de technische vragenlijsten i.v.m. de onderzoeksprotocollen van de Communautaire Bureau voor Plantenrassen (CBP), opgenomen in bijlage I bij genoemd besluit van 27 mei 2004 of de technische vragenlijsten van de testrichtsnoeren van de Internationale Unie ter bescherming van de kweekproducten (UPOV) opgenomen in bijlage II bij genoemd besluit van 27 mei 2004 voor de betrokken rassen.

Voor de beoordeling van de homogeniteit is voornoemd besluit van 27 mei 2004 van toepassing. Als het homogeniteitsniveau evenwel op basis van afwijkende planten bepaald wordt, worden een populatienorm van 10 % en een toelatingskans van minstens 90 % toegepast.

Art. 6. In afwijking van artikel 7, § 1, eerste lid, van voornoemd koninklijk besluit van 8 juli 2001, wordt geen officieel onderzoek vereist als onderstaande gegevens volstaan om te besluiten tot de toelating van de instandhoudingsrassen :

1^o de beschrijving en de benaming van het instandhoudingsras;

2^o de resultaten van onofficiële tests;

3^o de kennis opgedaan op basis van praktische ervaring tijdens de teelt, de vermeerdering en het gebruik, zoals meegedeeld door de aanvrager van de inschrijving van een instandhoudingsras;

4^o andere informatie, verstrekt met name door de instanties verantwoordelijk voor fyto-genetische hulpbronnen, door de universiteiten of onderzoekscentra van het Waalse Gewest, of door elke andere organisatie die op het grondgebied van het Waalse Gewest zorgt voor de instandhouding van een verzameling rassen ingedeeld bij één van de soorten bedoeld in artikel 1, § 2. De effectieve instandhouding van die verzameling wordt door de Dienst vastgesteld.

Art. 7. Een instandhoudingsras komt niet in aanmerking voor opname in de nationale catalogus als :

1^o het al op de gemeenschappelijke rassenlijst is opgenomen als een ander ras dan instandhoudingsras, of sinds minder dan twee jaar van de gemeenschappelijke lijst is afgevoerd of sinds minder dan twee jaar in aanmerking is gekomen voor de uitlooptermijn toegestaan overeenkomstig artikel 15, paragraaf 2, tweede lid, van Richtlijn 2002/53/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de gemeenschappelijke rassenlijst van landbouw gewassen, of

2^o het beschermd wordt door een communautair kwekersrecht zoals vermeld in Verordening (EG) nr. 2100/94 van de Raad van 27 juli 1994 inzake het communautaire kwekersrecht, of door een nationaal kwekersrecht, of door een nationale vergunning tot bescherming van de plantaardige rassen, of als een aanvraag voor een dergelijk recht in behandeling is.

Art. 8. Met betrekking tot benamingen van instandhoudingsrassen die vóór 25 mei 2000 bekend waren, kan afgeweken worden van Verordening (EG) nr. 930/2000 van de Commissie van 4 mei 2000 tot vaststelling van nadere bepalingen betreffende de geschiktheid van rasbenamingen voor landbouw- en groentegewassen, behalve als dergelijke afwijkingen inbreuk zouden maken op oudere rechten van een derde die krachtens artikel 2 van genoemde verordening beschermd wordt.

In afwijking van artikel 9, § 3, van voornoemd koninklijk besluit van 8 juli 2001, kan meer dan één benaming per ras aanvaard worden indien het gaat om traditionele benamingen.

Art. 9. Wanneer een instandhoudingsras in de nationale catalogus toegelaten wordt, wordt het gebied van oorsprong bepaald. Het gebied van oorsprong wordt omschreven als het gebied (de gebieden) waarin het ras vanouds geteeld wordt en waaraan het zich op natuurlijke wijze heeft aangepast. Bij de bepaling van het gebied van oorsprong van een ras wordt rekening gehouden met de gegevens verstrekt door de organisaties bedoeld in artikel 6, 4^o. Het gebied van oorsprong kan zich uitstrekken over het grondgebied van verschillende lidstaten van de Europese Unie voor zover in dat opzicht een akkoord tussen de betrokken partijen is gesloten. De Dienst geeft de Europese Commissie kennis van het gebied van oorsprong van een ras.

Art. 10. Elk instandhoudingsras is het voorwerp van een instandhoudingsselectie in zijn gebied van oorsprong.

Art. 11. De Minister bepaalt voor elk soort de procedure tot inschrijvingsaanvraag, alsook de regels volgens welke een ras als instandhoudingsras in de nationale catalogus toegelaten en behouden wordt, overeenkomstig de richtsnoeren vastgelegd bij dit besluit.

In afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot bepaling van de rechten te betalen inzake de inschrijving van de rassen in de nationale rassen-catalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen, bedraagt de bijdrage voor de indiening van de aanvraag tot inschrijving van een instandhoudingsras in de nationale catalogus 50 euro en zijn de kosten voor het behoud van de inschrijving van dat ras vastgelegd op 0 euro. De overige bepalingen van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 worden toegepast.

HOOFDSTUK III. — *De productie en het in de handel brengen van zaaizaad*

Art. 12. § 1. Het zaaizaad van een instandhoudingsras mag, in afwijking van de certificeringsvoorschriften, in de handel gebracht worden indien het voldoet aan de bepalingen van de paragrafen 2, 3 en 4 van dit artikel :

1° in artikel 4, 1°, van het koninklijk besluit van 2 mei 2001 houdende reglementering van de handel in en de keuring van pootaardappelen;

2° in artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen;

3° in artikel 3, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen;

4° in artikel 3, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad;

5° in artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van groenvoedergrassen;

§ 2. Het zaaizaad is afkomstig van zaaizaad dat volgens welomschreven praktijken voor de instandhouding van het ras is geproduceerd.

§ 3. Het zaaizaad, behalve dat van *Oryza sativa*, voldoet aan de certificeringsvoorschriften voor het zaaizaad van de categorie "gecertificeerd zaaizaad" die vastliggen in de besluiten bedoeld in artikel 1, tweede lid, met uitzondering van de voorschriften betreffende de minimale raszuiverheid. De naleving van die voorschriften is niet onderworpen aan een officieel onderzoek of aan een onderzoek onder officieel toezicht.

Zaaizaad van *Oryza sativa* moet voldoen aan de certificeringsvoorschriften van de categorie "gecertificeerd zaad van de tweede generatie" bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen, met uitsluiting van die betreffende de minimale raszuiverheid. De naleving van die voorschriften is niet onderworpen aan een officieel onderzoek of aan een onderzoek onder officieel toezicht.

Het zaaizaad moet voldoende raszuiver zijn.

§ 4. Voor pootaardappelen zijn artikel 4, 3°, artikel 4, 4°, en artikel 5 van voornoemd koninklijk besluit van 2 mei 2001 niet van toepassing wat de maatsortering betreft.

§ 5. Alleen de in artikel 20, 2°, bedoelde verantwoordelijke voor de etikettering, hierna de leverancier genoemd, moet ervoor zorgen dat het productieproces en het geproduceerde zaad aan de voorschriften van dit besluit voldoen.

Art. 13. Het zaaizaad van een instandhoudingsras wordt enkel in het gebied van oorsprong van dat ras geproduceerd. Als in dat gebied vanwege een specifiek milieuprobleem niet aan de certificeringsvoorwaarden van artikel 12, § 3, kan worden voldaan, kan de Minister de productie van zaaizaad in aanvullende gebieden toelaten, waarbij rekening gehouden wordt met de informatie van de organisaties vermeld in artikel 6, 4°. Het in die aanvullende gebieden geproduceerde zaaizaad mag echter uitsluitend in de gebieden van oorsprong worden gebruikt.

Art. 14. De leverancier verricht of laat analyses verrichten om na te gaan of het zaaizaad van de instandhoudingsrassen voldoet aan de certificeringsvoorschriften van artikel 12, § 3. Die analyses worden uitgevoerd volgens de gangbare internationale methoden of, als die niet bestaan, volgens elke geschikte methode goedgekeurd door de Dienst. De leverancier zorgt ervoor dat voor die analyses monsters van homogene partijen worden genomen. Hij zorgt ervoor dat de voorschriften voor het gewicht van de partijen en het gewicht van de monsters worden toegepast, met name die van :

1° in artikel 20, § 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van oliehoudende planten en vezelgewassen;

2° in artikel 22, § 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaigranen;

3° in artikel 21, § 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van bietenzaad;

4° in artikel 23, § 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2006 betreffende de productie en het in de handel brengen van zaaizaad van groenvoedergrassen.

Art. 15. Zaaizaad van een instandhoudingsras mag slechts in zijn gebied van oorsprong in de handel gebracht worden en op voorwaarde dat het geproduceerd wordt in dat gebied van oorsprong of in een aanvullend gebied bedoeld in artikel 13.

De Minister kan voor een gegeven ras het in de handel brengen van zaaizaad van een instandhoudingsras toelaten in andere gebieden dan het gebied van oorsprong, voor zover die gebieden met het gebied van oorsprong vergelijkbaar zijn wat de natuurlijke en seminatuurlijke habitat van dat ras betreft, en het zaaizaad slechts in het gebied van oorsprong van het ras geproduceerd wordt. Als het zaaizaad in andere gebieden dan het gebied van oorsprong in de handel gebracht mag worden, wordt de hoeveelheid zaaizaad die nodig is voor de productie van minstens de hoeveelheid zaaizaad bedoeld in artikel 16, voorbehouden voor de instandhouding van bedoeld ras in zijn gebied van oorsprong.

Art. 16. Voor elk instandhoudingsras bedraagt de hoeveelheid in de handel gebracht zaaizaad niet meer dan 0,5 % van het zaaizaad van dezelfde soort dat op het grondgebied van het Waalse Gewest in één groeiseizoen wordt gebruikt, of een hoeveelheid die nodig is om 100 ha, vermenigvuldigd met de regionale coëfficiënt, in te zaaien als die laatste hoeveelheid groter is. Voor de soorten *Pisum sativum*, *Triticum spp.*, *Hordeum vulgare*, *Zea mays*, *Solanum tuberosum*, *Brassica napus* en *Helianthus annuus* bedraagt die hoeveelheid hoogstens 0,3 % , of de hoeveelheid die nodig is om 100 ha, vermenigvuldigd met de regionale coëfficiënt, in te zaaien als die laatste hoeveelheid groter is.

De totale hoeveelheid zaaizaad van instandhoudingsrassen die op het grondgebied van het Waalse Gewest in de handel wordt gebracht, bedraagt evenwel niet meer dan 10 % van het zaaizaad van de desbetreffende soort dat jaarlijks wordt gebruikt op dat grondgebied. Als dat percentage overeenstemt met een hoeveelheid die kleiner is dan die welke nodig is om 100 ha, vermenigvuldigd met de regionale coëfficiënt, in te zaaien, mag de maximumhoeveelheid zaaizaad van de desbetreffende soort worden vergroot tot de hoeveelheid wordt bereikt die nodig is om 100 ha, vermenigvuldigd met de regionale coëfficiënt, in te zaaien.

Voor een bepaalde plantensoort wordt de in de paragrafen 1 en 2 vermelde "regionale coëfficiënt" bepaald door de gemiddelde geteelde oppervlakte van dat soort op het grondgebied van het Waalse Gewest te delen door de gemiddelde geteelde oppervlakte in België. Onder gemiddelde oppervlakte wordt verstaan het gemiddelde van de beschikbare definitieve gegevens, over de laatste vijf jaar, van de landbouwtelling of van het landbouwonderzoek dat hiermee gelijkstaat, zoals bekendgemaakt door de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie. Van die berekeningswijze van de "regionale coëfficiënt" kan afgeweken worden, voor zover de gewesten binnen de Interministeriële Conferentie voor het Landbouwbeleid daarmee instemmen.

Art. 17. Vóór het begin van elk teeltseizoen geven de leveranciers de Dienst kennis van de oppervlakte en van de plaatsligging van de percelen bestemd voor de productie van zaaizaad voor instandhoudingsrassen. Als de in artikel 16 vermelde hoeveelheden op grond van de verstrekte gegevens en van een referentieproductie per oppervlakte-eenheid vastgelegd door de Dienst kans maken om overschreden te worden, wijst de Dienst aan elke leverancier de hoeveelheid toe die hij in het desbetreffende teeltseizoen in de handel mag brengen, met een gelijk aantal delen voor elke leverancier. Indien het aan de leverancier toegewezen aandeel hoger is dan de productie die hij verwacht (meegedeelde oppervlakte vermenigvuldigd met de referentieproductie), wordt het overschot (toegewezen aandeel min de door die leverancier verwachte productie) in gelijke delen verdeeld tussen de producenten wier verwachte productie het toegewezen aandeel overschrijdt.

Art. 18. De Dienst zorgt er voor dat de zaadgewassen van een instandhoudingsras voldoen aan de bepalingen van dit besluit, waarbij hij bijzondere aandacht besteedt aan het ras, de teeltplaatsen en de hoeveelheden. De Minister bepaalt voor elk soort de modaliteiten en de frequentie van die controles.

Art. 19. Zaaizaad van instandhoudingsrassen mag alleen in gesloten en verzegelde verpakking in de handel worden gebracht. Zaaizaadverpakking wordt door de leverancier verzegeld zodat ze niet geopend kan worden zonder dat het sluitingssysteem wordt beschadigd of zonder dat het etiket van de leverancier of de verpakking sporen van manipulatie vertoont. Opdat de verpakking overeenkomstig dit artikel verzegeld wordt, moet op zijn minst hetzij het etiket in het sluitingssysteem worden verwerkt, hetzij een zegel op de sluiting worden aangebracht.

Art. 20. De verpakkingen van zaaizaad van instandhoudingsrassen worden voorzien van een etiket van de leverancier of van een gedrukt opschrift of van een stempel met de volgende gegevens :

1° de melding "EG-voorschriften en -normen";

2° de naam en het adres of het identificatiemerk van de persoon die verantwoordelijk is voor het aanbrengen van de etiketten;

3° het sluitingsjaar, aangegeven als volgt : "gesloten in ..." (jaar) of, behalve voor pootaardappelen, het jaar van de laatste monstername voor het testen van de kiemkracht, aangegeven als volgt : "monster genomen in ..." (jaar);

4° de soort ;

5° de benaming van het instandhoudingsras;

6° de melding "instandhoudingsras";

7° het gebied van oorsprong;

8° als het zaadteeltgebied niet het gebied van oorsprong is, de melding van het zaadteeltgebied;

9° het referentienummer toegewezen aan de partij door de leverancier;

10° het opgegeven netto- of brutogewicht of, behalve voor pootaardappelen, het opgegeven zaadaantal;

11° als het gewicht wordt vermeld en er korrelvormige bestrijdingsmiddelen, omhullingen of andere toevoegingsmiddelen in vaste staat worden gebruikt, de aard van de chemische behandeling of het toevoegingsmiddel, alsook de verhouding, bij benadering, tussen het gewicht van de kluwens zuivere zaden en het totaalgewicht, behalve voor pootaardappelen.

Art. 21. De Dienst voert steekproefsgewijze nacontrole uit op de identiteit en de raszuiverheid van het zaaizaad van de instandhoudingsrassen.

Art. 22. De leveranciers die op het grondgebied van het Waalse Gewest opereren, brengen voor elk teeltseizoen verslag uit aan de Dienst over de in de handel gebrachte hoeveelheid zaaizaad van elk instandhoudingsras.

Art. 23. De Minister bepaalt per soort de modaliteiten voor de productie en het in de handel brengen van de instandhoudingsrassen en voor de controle erop, overeenkomstig de beginselen die in dit besluit vastliggen.

Art. 24. De activiteit van leverancier in de zin van dit besluit is onderworpen aan een voorafgaande vergunning van de Dienst, volgens de modaliteiten en onder de voorwaarden bepaald door de Minister. De registratie als leverancier bij de Dienst wordt onderworpen aan een bijdrage van 50 euro per jaar in het Fonds, verhoogd met een bedrag van 12,5 euro per ha toegekend overeenkomstig artikel 17. Het koninklijk besluit van 25 oktober 1991 houdende vaststelling van de vergoedingen, verschuldigd voor de keuring van zaaizaad en pootgoed voor land- en tuinbouw, alsmede van de vergoedingen verschuldigd voor de uitoefening van bepaalde beroepen in de land-, tuin- en bosbouw is niet van toepassing.

De bedragen van de bijdragen bedoeld in het eerste lid worden verhoogd per indexsprong van 5 % op 1 juli van het jaar dat volgt op het jaar in de loop waarvan het indexcijfer van de consumptieprijzen toeneemt met een veelvoud van 5 % t.o.v. de basisindex. De basisindex is het indexcijfer van de consumptieprijzen van juli 2008.

De bedragen gefactureerd overeenkomstig dit artikel zijn verschuldigd binnen dertig dagen na verzending van de debietnota per gewone post. Tenzij een andere termijn in de debietnota vermeld wordt. Indien de debietnota niet vóór de vervaldatum betaald wordt, wordt een eerste aanmaning per gewone post toegestuurd. Indien het verschuldigde bedrag niet betaald wordt binnen dertig dagen na de eerste aanmaning, wordt een tweede aanmaning met ingebrekestelling toegestuurd bij aangetekend schrijven of door elk middel dat als verzendingsbewijs geldt. De verzending van een tweede aanmaning heeft automatisch tot gevolg dat het aanvankelijk verschuldigde bedrag met 50 euro verhoogd wordt om de administratieve beheerskosten te dekken.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene en slotbepalingen*

Art. 25. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst en, bij diens verhindering, de ambtenaar die hem vervangt.

Art. 26. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 oktober 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

 Concordantietabel

Richtlijn 2008/62/EG	Besluit van de Waalse Regering
-	Artikel 1
Artikel 1	Artikel 3
Artikel 2	Artikel 2
Artikel 3	Artikel 4
Artikel 4	Artikel 5
Artikel 5	Artikel 6
Artikel 6	Artikel 7
Artikel 7	Artikel 8
Artikel 8	Artikel 9
Artikel 9	Artikel 10
-	Artikel 11
Artikel 10	Artikel 12
Artikel 11	Artikel 13
Artikel 12	Artikel 14
Artikel 13	Artikel 15
Artikel 14	Artikel 16
Artikel 15	Artikel 17
Artikel 16	Artikel 18
Artikel 17	Artikel 19
Artikel 18	Artikel 20
Artikel 19	Artikel 21
Artikel 20	Artikel 22
-	Artikel 23
-	Artikel 24
-	Artikel 25
-	Artikel 26
Artikel 21	-
Artikel 22	-
Artikel 23	-
Artikel 24	-
Artikel 25	-